



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Elaboration du plan de gestion simplifié de l'espace naturel
sensible du parc de la Morinais**

MAIRIE DE SAINT JACQUES DE LA LANDE

1 rue François Mitterrand
35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires	3
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants.....	4
3.1 - Conduite d'études.....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
5 - Protection des données à caractère personnel.....	5
6 - Durée et délais d'exécution	5
6.1 - Durée du contrat.....	5
7 - Prix	5
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
7.2 - Modalités de variation des prix	5
8 - Garanties Financières	6
9 - Avance.....	6
10 - Modalités de règlement des comptes	6
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
10.3 - Délai global de paiement	7
10.4 - Paiement des cotraitants.....	7
10.5 - Paiement des sous-traitants	7
11 - Conditions d'exécution des prestations	7
11.1 - Présentation des livrables.....	7
11.2 - Modifications techniques	7
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	7
12 - Développement durable	7
13 - Constatation de l'exécution des prestations	8
13.1 - Vérifications	8
13.2 - Décision après vérification.....	8
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	8
15 - Pénalités.....	8
15.1 - Pénalités de retard.....	8
16 - Assurances	8
17 - Clause de réexamen.....	8
18 - Résiliation du contrat.....	10
18.1 - Conditions de résiliation	10
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
19 - Règlement des litiges et langues	11
20 - Dérogations.....	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Une étude d'élaboration du premier plan de gestion du site du parc de la Morinais.

Le plan de gestion est un outil de planification sur 10 années qui permet de définir des objectifs de gestion, puis de programmer l'ensemble des opérations à mener annuellement pour atteindre ces objectifs validés au préalable par le propriétaire, le gestionnaire et le Département d'Ille-et-Vilaine. Cet outil devra également permettre d'évaluer a posteriori la gestion mise en place.

Lieu(x) d'exécution :

Parc de la Morinais

35136 Saint-Jacques-de-la-Lande

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 3 phases définies comme suit :

Phase(s)	Désignation
Phase 1	Définition du diagnostic et des enjeux du site
Phase 2	Rappel des enjeux Définition des objectifs de gestion à long terme, des objectifs opérationnels, des opérations et planification sur 10 ans (tome 2). A l'issue de cette phase, l'étude provisoire sera remise au maître d'ouvrage pour modification : cela comprend le rapport, la couche cartographique des Unités de gestion et le tableau de planification des tâches. Cette phase prendra fin lors de la validation de l'étude intermédiaire par la commune et le Département .
Phase 3	Remise finale de l'étude avec plan de gestion simplifié Cette phase sera conclue par la réception des rapports d'études définitifs.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'études

Le conducteur d'études sera désigné ultérieurement.

Le conducteur d'études sera chargé de suivre l'exécution du marché et certifiera le service fait.

Les parties contractantes sont :

1. **L'acheteur** : La Commune de Saint-Jacques de la Lande, représentée par sa Maire ou son représentant dûment habilité ;
2. **Le titulaire du marché** : le prestataire, dont l'acte d'engagement aura été retenu par le pouvoir adjudicateur.

Identification des interlocuteurs

Les coordonnées du responsable technique du marché seront communiquées au titulaire dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification du marché.

Pour le titulaire du marché : l'interlocuteur dédié est mentionné dans l'offre du titulaire.

À défaut, le titulaire devra transmettre au responsable technique du service concerné du pouvoir adjudicateur, dans un délai de dix (10) jours maximums à compter de la date de notification du marché, les coordonnées des interlocuteurs dédiés au présent marché.

- Pour le pouvoir l'acheteur : ville de Saint-Jacques de la Lande – **Direction des Services techniques**

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est de 18 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres rappeler en page de garde de l'acte d'engagement, mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

En cas d'avenant, le prix des prestations faisant l'objet de l'avenant est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo.

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 21350281800247

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :
Se référer au Cahier des Clauses Techniques Particulières

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire définie au CCAP.

12 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/3000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Circonstances économiques, géopolitiques, sanitaires particulières, aléas climatiques ou autres événements imprévisibles

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant fortement et durablement les conditions d'exécution du marché, les parties examinent les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Leur origine pourra résulter

- D'une hausse soudaine des coûts de production, de fabrication/ réalisation, de livraison
- Des difficultés et modifications des conditions d'approvisionnement- Rupture de stocks
- De personnels/d'effectifs dans l'impossibilité d'effectuer les prestations.

Ces évolutions pourront se traduire par la passation d'un avenant, quel qu'en soit l'impact financier dès lors que les parties trouvent accord pour la poursuite des relations contractuelles, arrêtant les modalités de prise en charge, totale ou partielle, permanente ou temporaire, des surcoûts et autres incidences directement induits par cette circonstance. L'Acheteur pourra exiger la production de justificatifs et librement apprécier leur caractère suffisamment probant.

Les adaptations pourront conduire à reconsidérer, autant que de besoin :

- Les conditions financières initialement consenties
- Les modalités et la fréquence de révision des prix
- Les modalités et conditions d'exécution des prestations (Délais, ...).

En cas de rétablissement d'une situation stable et pérenne, les dispositions prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau, par simple échange de mail indiquant une date de prise d'effet.

Évolution règlementaire

Toute évolution règlementaire venant impacter les conditions techniques et financières du contrat pourront être intégrées, par simple échanges de courriers en l'absence d'incidences financières, par avenant au besoin dans le cas contraire, quel qu'en soit l'impact dès lors que les parties trouvent accord pour la poursuite des relations contractuelles.

Évolution Taux de Taxes

Toute évolution du taux de Taxe (ou toute introduction d'une nouvelle taxe), applicable à la prestation sera intégrée au contrat par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Référence de prix

Quelle que soit les dispositions du CCAG référent, l'Acheteur pourra, en cas de disparition d'un index sans changement de libellé, prolonger une ancienne série par une série correspondante (nouvelle) et un coefficient de raccordement publiés par l'INSEE ou tout autre organisme lorsque la série correspondante est unique. Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire. Les tables de passage de l'INSEE sont accessibles sur le site Internet de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/information/2862863>

Défaillance d'un membre du groupement d'entreprise

En cas de défaillance d'un membre du groupement d'entreprise, un nouveau membre pourra être intégré, à condition que le nouveau membre intégrer remplisse les conditions suivantes :

- o Le nouveau membre doit justifier des compétences et des moyens nécessaires à la réalisation des prestations prévues par le marché.

- o Le nouveau membre doit respecter les mêmes obligations contractuelles que les membres initiaux du groupement.

- o L'intégration doit être approuvée par tous les membres du groupement, à l'unanimité.

En situation de désaccord entre les parties sur l'un de ces volets, l'Acheteur pourra décider unilatéralement de ne pas poursuivre les prestations aux nouvelles conditions proposées, et donc d'engager la résiliation du présent contrat. Cette résiliation s'effectuera, dans cette configuration, sans indemnisation, et selon les modalités qu'elle aura fixées et signifiées au titulaire.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles